



## Autour de la grève de 1948 La violence dans le mouvement social stéphanois : représentations et réalités (journée d'études du 22 octobre 2008)

### Photographier la grève : analyse des clichés de Léon Leponce Le commissaire et le piquet de grève. Trois journaux aux prises avec la même scène

Jean-Claude MONNERET, enseignant  
audiovisuel

La série de photos faite lors de la rencontre entre le commissaire Berreti et le piquet de grève de La Béraudière, le 19 octobre 1948 est un cas rare, une sorte de cas d'école en terme d'utilisation de l'image. C'est en effet pratiquement la même image qui a été publiée dans les trois journaux d'opinions politiques différentes qui paraissaient alors à Saint-Étienne (*Le Patriote* pour le PCF, *L'Espoir* pour le RPF et *La Dépêche* pour le MRP). Nous avons là un exemple privilégié pour observer les méthodes de la presse, à savoir le travail du reporter photographe, celui du metteur en page et du rédacteur en chef. Cette série d'images permet aussi de voir à l'œuvre, au ras de l'événement, l'effet des points de vue (optique ou idéologique), et de repérer les « lieux » par où passe le discours. Cela permet aussi de comprendre sur quels éléments, sur quelles manipulations peut se fonder un regard idéologiquement « marqué ».

#### 1. Les photos du *Patriote*

La photo parue dans *Le Patriote* en date du 20 octobre ne porte pas de signature. Comme on dispose des clichés de Leponce, on peut donc attester sa présence sur les lieux et le fait qu'il y ait fait un travail photographique.

Ce cliché du *Patriote* correspond à l'une des deux plaques photographiques 9x12 qui figurent dans le fond Leponce des Archives municipales de Saint-Étienne. C'est celle où le garçon curieux qui s'efforce de monter sur le mur (première plaque), y est parvenu et se trouve en situation de pouvoir entendre ce qui se dit. Il est à quatre pattes, dans une position transitoire.

Les autres images de la scène, publiées dans les deux autres journaux, sont prises du même endroit ou à peu de chose près. On a une plongée relative. On comprend que le photographe se soit mis dans une position haute, dans la mesure où le portail étant bloqué, il était difficile d'avoir un autre point de vue. Cette position permettait à Leponce de mettre tous les acteurs dans le champ et de donner à voir une discussion cruciale pour la suite des événements. Certes, imparfaitement, puisque le commissaire et le gradé des forces de l'ordre sont de dos, mais ce point de vue donnait cependant une bonne idée de l'échange à travers la gestualité des deux interlocuteurs (on voit bras et mains), et la physionomie du délégué. La plongée permettait aussi de bien voir ce que les murs dérobaient aux passants, à savoir le groupe des mineurs qui bloquaient l'accès à la mine de la Béraudière (entre Saint-Étienne et la Ricamarie) et son importance numérique.

#### 2. Les autres photos

Elles présentent une forte parenté avec celle du journal communiste.

Leur place dans la chronologie de l'événement peut être située assez facilement.

Le premier cliché serait celui de *La Dépêche* -les enfants ne sont pas encore présents en nombre ni montés sur le mur, mais on voit un bras qui s'accroche à la paroi comme une première tentative d'escalade de la part d'une silhouette de petite taille, un garçon impatient de voir et d'entendre. Le journaliste au trench-coat se trouve loin du lieu de la discussion et derrière d'autres spectateurs. Les deux photos sur plaque, propriété des Archives, viennent

ensuite. Leponce s'est déplacé légèrement sur la droite. Dans la plus sombre, un enfant grimpe sur le mur et dans la suivante, celle qui sera publiée, il y est parvenu. Le journaliste au bloc-notes s'est rapproché des autorités pour mieux entendre. Le nombre des grévistes est devenu important. La quatrième image -celle de *L'Espoir*- est postérieure car l'enfant s'est assis plus confortablement avec ses camarades. Le journaliste a joué des coudes et est encore plus près du commissaire. Le cadrage correspond à celui de la photo du *Patriote*. Outre le journaliste et l'enfant grimpeur, on note, comme personnage récurrent, dans les quatre clichés, la présence d'un homme toujours vu par derrière, vêtu d'une gabardine claire avec une couture au milieu du dos.

En dépit de leur publication dans des journaux différents, il est tentant d'attribuer cette série d'images à Leponce.

D'abord parce que les choix de profondeur de champ et de point de vue optique sont identiques (bien qu'après l'image de *La Dépêche*, l'opérateur se soit très légèrement décalé sur sa droite). Ensuite parce que ces quatre images font séquence. Troisième argument : on sait que dans ce genre de circonstances, c'est un couple de journalistes qui fonctionne en binôme pour le même journal. Or on note la présence d'un seul journaliste de la presse écrite avec son bloc-notes. Dans la première image sur plaque, il s'appuie sur le mur pour écrire mais dans la suivante il écoute la discussion de plus près. On peut penser qu'il s'agit du collègue avec lequel Leponce fonctionnait en tandem, son « rédacteur ». Le fait qu'il n'y ait apparemment pas d'autre personne qui prenne des notes peut valider l'hypothèse selon laquelle il n'y aurait eu que l'équipe du *Patriote*. Quatrième argument : Leponce devait avoir un temps d'avance sur ses confrères car la CGT devait lui donner l'exclusivité de certaines informations. Le dernier argument, mais de caractère externe, qui rend plus que vraisemblable cette thèse d'un auteur unique, est que les photographes des différents journaux se rendaient des services en échangeant leurs clichés lorsqu'ils étaient dans l'impossibilité d'aller sur le « motif » à cause d'une surchauffe de l'actualité (c'était bien le cas autour du 20 octobre). Jo Choupin qui a travaillé avec Leponce nous l'a confirmé. De plus nous avons découvert récemment un lot de huit photos appartenant à l'agence Keystone, référencées comme faites à Saint-Étienne en octobre 1948, et qui est en toute certitude de notre photographe. Tout ceci nous amène à avancer et valider l'idée que Leponce ne travaillait pas que dans le cadre de son journal : il pouvait travailler, sans doute ponctuellement, pour une agence nationale comme Keystone, il pouvait aussi alimenter les deux autres journaux stéphanois -Leponce passant ses plaques ou ses épreuves à ses collègues-, dans le cadre d'arrangements où la solidarité professionnelle prenait le pas sur « la solidarité de classe ».

### 3. L'instrumentalisation de la scène et sa mise en discours

Les images de Leponce qui représentent cette scène ont donc circulé entre rédactions. Elles ont circulé aussi entre Saint-Étienne et des agences nationales (une, Keystone ou plusieurs ?). Mais, faute d'éléments, on ne peut savoir si les metteurs en page des journaux ont disposé d'un large éventail de clichés au sein duquel ils ont eu à faire leur choix ou de seulement un ou deux exemplaires. Il aurait été intéressant d'avoir toutes les images faites par Leponce sur cette scène et de les confronter à celles retenues. On devra se contenter de la seule analyse des photos parues. L'instant sélectionné, le traitement de l'image et sa légende, le jour de publication des images disent déjà avec éloquence quelles sont les options idéologiques des différents journaux.

#### 3.1. *La Dépêche*

Le rédacteur en chef a choisi le début du processus. Très peu de mineurs sont présents, une quinzaine. Il est probable d'ailleurs que le groupe est constitué pour une bonne part de ces adolescents que l'on voit en photo au sein d'un piquet de grève, devant la porte bloquée, dans l'enceinte de la Béraudière (photo parue le 20 dans *Le Patriote*). Quant au nombre de spectateurs, de l'autre côté du mur, il est équivalent. Rien qui puisse témoigner d'une grève massive. Bien que mettant quand même en avant comme premier sujet « les forces de police », la légende paraît être d'une extrême neutralité. Mineurs et forces de l'ordre sont dans le texte à égalité, en tant que sujets du même verbe. Le propos de *La Dépêche* semble être celui de minorer la participation à la grève, de minimiser et surtout de dédramatiser. Il s'agit pour ce journal de faire passer un ultimatum, une procédure comminatoire pour... une entrevue, presque un dialogue entre démocrates de bonne volonté, et ceci par la sélection habile d'un verbe aux connotations plutôt apaisées dans le paradigme des verbes d'interlocution : « ils parlementent »...

Mais il y a plus. Cette image, la première de la scène, est publiée paradoxalement la dernière, non pas le lendemain de la rencontre avec le comité de grève, le 20 octobre, comme dans *Le Patriote* et *L'Espoir*, mais le samedi 23 ! Curieuse anomalie. Cette photo tombe dans un contexte qui a radicalement changé : le 22, un homme est mort à Cambefort et on a compté de nombreux blessés. Il y a eu une montée aux extrêmes : d'un côté le gouvernement a décidé d'appliquer des sanctions très sévères contre « les saboteurs » (la loi Marcel Paul et Ambroise Croizat de 1946 prévoit des amendes et des condamnations allant jusqu'à 500 000 francs et cinq années de prison) et de l'autre côté, les mineurs ont essayé de reprendre leurs puits occupés (ou ont été incités à le faire). Il y a eu épreuve de force. On est à J + 5, et totalement hors délais ! La publication d'une image qui ne correspond plus à aucune actualité est une sorte de faute professionnelle, un passe droit déontologique.

Le recyclage de la photo de Leponce, hors contexte réel, correspond à un rééquilibrage, une parade pour neutraliser la violence institutionnelle mise à nu par les fusillades. Elle montre bien un dialogue (« parlementaire »), et fait écho à l'article situé juste en dessous qui parle d'un dialogue entre le préfet et le comité de grève, article dont le titre est : « Entrevue sans résultat entre le préfet de la Loire et les mineurs cégétistes ». On n'est pas dans le même contexte factuel, certes, mais dans le même contexte sémantique, et de façon redondante pour bien faire passer l'idée. Le pouvoir a négocié, le pouvoir négocie. Mais c'est un dialogue qui a mal tourné / qui tourne mal du fait de la radicalisation du Parti communiste que plusieurs rédacteurs considèrent comme actionné par Moscou : quelque lignes plus loin, le même numéro de *La Dépêche* cite *Le Figaro* et les propos de Mauriac : en substance, s'il y a eu drame, c'est que les syndicats sont tenus « par une main tartare ». On instille l'idée, pseudo preuve visuelle à l'appui, que la responsabilité du drame ne peut être tout à fait imputable à des autorités qui ont donné tant de preuves de bonne volonté, qui ont été le plus loin possible dans l'écoute. Deux textes, l'un en image, notre photo, et l'autre verbal, et l'isotopie de l'esprit de concertation gouvernementale peut fonctionner à plein régime... On renvoie la balle est dans l'autre camp et Moch est en partie dédouané.

### **3.2. Le Patriote**

On a choisi le moment où le nombre de grévistes est le plus important, environ une cinquantaine de personnes. L'image est recadrée sur ses quatre côtés pour rendre plus compact le groupe des mineurs et pour mettre en valeur la discussion entre commissaire et représentant syndical. On a aussi choisi l'instant où le délégué s'exprime par le geste et la parole. On lui attribue deux privilèges, on lui donne l'initiative du discours et une posture d'autorité pendant que le commissaire se borne à observer, les mains ballantes. En plus d'une force de décision, on accorde aux mineurs, par leur nombre, un poids, une staticité, une force d'inertie qui ridiculisent les demandes du commissaire. C'est le peuple qui a la légitimité. La légende reprend ce message et le traduit en texte. L'autorité de l'Etat s'arrête aux portes et murs de la mine. Le piquet de grève a la maîtrise des lieux, « il reçoit » le représentant de l'Etat. C'est bien lui qui est le sujet grammatical et narratif du récit, le commissaire est dans le rôle de l'opposant et du complément d'objet. Ce n'est pourtant pas n'importe quel commissaire, mais le commissaire « central ». Il s'agit donc d'un dialogue entre pouvoirs. La légende précise l'identité de celui qui porte un casque, un gradé des CRS, « les forces du « maintien de l'ordre » ». Effet d'ironie puisque ici c'est le peuple qui représente et la force et l'ordre. La phrase « la réponse a été ferme » reprend et précise la gestualité du délégué. Un seul élément de dialogue est rapporté « Nous nous défendrons ». Phrase qui met le pouvoir officiel en position d'agresseur, et qui met l'attaqué en position de légitime défense en même temps qu'elle témoigne de sa détermination. La dernière phrase : « et les CRS sont repartis !.. » témoigne de l'inconsistance des opposants dont les arguments ont fait long feu. Il ne leur restait plus qu'à se retirer, ne représentant plus ni la force ni le droit.

### **3.3. L'Espoir**

Un grand nombre de personnes assistent à la scène, spectateurs, grévistes, enfants sur le mur. L'Espoir n'hésite pas à présenter le conflit et la mobilisation à laquelle il donne lieu. Mais c'est hélas l'image la moins lisible des trois parues dans la presse. Il est difficile de distinguer les trois personnages principaux -le délégué, le commissaire et le gradé des CRS. Cependant on peut voir deux taches blanches dont l'une au moins, comme dans le cas de la plaque la plus sombre des Archives, est l'expression d'une gestualité du commissaire en direction des mineurs. C'est lui qui a l'initiative de l'interlocution alors qu'on ne voit pas de geste du côté du délégué, comme c'était le cas dans l'image du *Patriote*. C'est donc le commissaire qui a le pouvoir d'agir alors que le délégué et les grévistes sont dans une situation de passivité.

Cette photo est donc en écho avec la situation politique générale où le gouvernement essaye de reprendre la main. Elle valorise son intervention, alors que dans l'image du *Patriote*, celle-ci est redimensionnée par un surcroît de volontarisme de la part du comité de grève. La légende confirme que c'est la commissaire (l'Etat) qui est à la source de l'action. Il est précisé qu'il « parlemente » ce qui sous-entend qu'il y a écoute mutuelle et dialogue (le terme sera repris tel quel dans *La Dépêche*) et que l'on n'a pas à faire à un ultimatum. Donc que les choses se passent ou peuvent se passer dans des conditions acceptables.

On reconnaît dans le choix de ce moment (un maximum d'affluence) et de cet instant (la parole au commissaire) les thèmes du RPF. Le « peuple » est fourvoyé par un pouvoir incompetent et lâche, une partitocratie irresponsable. Il n'est pas étonnant, il est inévitable qu'il se mobilise et on ne craint pas de le montrer. Mais quand c'est l'Etat lui-même qui reprend l'initiative avec une volonté de conciliation, le problème n'est pas loin d'être résolu.

## **Conclusion**

La même scène donc, mais qui, à partir de variantes infimes donnent lieu à trois discours idéologiquement différents.

Au titre des variantes idéologiquement pertinentes sur lesquelles se fonde le travail du metteur en page et sur lesquelles repose le processus lectoriel, on peut citer : le moment, l'instant, le nombre de participants, l'initiative de

l'interlocution, la gestualité, la légende -servant d' « ancrage », de confirmation et d'explicitation à ce que l'image a déjà posé -ainsi que le changement de contexte événementiel.

Et à partir de là, trois lectures proposées, suscitées et... attendues, épousées par le lectorat, trois lectures des faits pleinement conformes aux positions politiques des différents journaux : le populisme ouvrieriste et revendicatif du *Patriote*, le populisme étatiste de *L'Espoir*, et pour *La Dépêche*, un plaidoyer implicite, une défense et illustration du gouvernement mais par des voies obliques : pas d'apologie trop voyante, on se borne à désamorcer les critiques, à neutraliser « en amont » les conséquences dramatiques du choix de la fermeté fait par le gouvernement face aux mineurs.